

## TERRITOIRE D'ENERGIE MAYENNE

## REPONSE A LA CONSULTATION DE LA CRE MISE EN ŒUVRE DU DROIT A L'INJECTION

### Contexte

Le Département de la Mayenne est une terre d'élevage, plaçant la méthanisation comme une source d'opportunités pour la production de gaz dans nos campagnes ; territoire où le besoin d'attractivité économique est vital. Outre les opportunités économiques pour les acteurs locaux (collectivités, agriculteurs, entreprises...), l'évolution des usages du gaz fait du biométhane, une chance pour les territoires, en particulier ruraux, de disposer d'un marqueur attractif pour envisager, en dehors des usages classiques du gaz, un approvisionnement local en gaz pour les véhicules (station Bio GNV).

Toutefois, et quand bien même la filière méthanisation semble être abordée, sous le seul spectre économique du coût qu'il représente pour la collectivité, la méthanisation agricole valorisant les effluents d'élevage, doit, selon nous, faire l'objet d'une pondération dans l'approche économique globale. En effet, ces projets sont, bien souvent, confrontés à des coûts d'investissement et des charges de maintenance plus élevées (process/ préparation de matières...), que des unités de méthanisation fonctionnant majoritairement avec des intrants utilisant l'ensilage et les résidus de cultures/cultures dérobés. Dans ce dernier cas, la production de gaz est supérieure compte tenu du meilleur pouvoir méthanogène des intrants de cultures.

**Toutes les méthanisations ne sont donc pas équivalentes. Les approches économiques retenues dans le développement des projets de méthanisation devraient donc intégrer ces particularités au risque de voir condamner les projets de méthanisation agricole (effluents d'élevages) dans un secteur d'ores et déjà malmené.**

Au-delà de ces particularités, il convient de souligner que la Mayenne est très faiblement pourvue en infrastructure gazière (30 communes sur 242 actuellement desservies en gaz naturel).

Cet état de fait, conduit à une problématique sérieuse en matière de raccordement des projets de méthanisation. C'est dans ce contexte que le syndicat d'Energie de la Mayenne (TE53) entend répondre à la présente consultation.

Q1 : Êtes-vous favorable aux modalités de construction du zonage de raccordement envisagées par la CRE et notamment au critère technico-économique retenu (critère I/V élargi) ?

Pour la construction du I/V (décret), seuls les projets disposant des jalons définis à l'article 2 de l'arrêté du 28 juin 2019 sont pris en compte dans les modalités de calculs. Ils sont probabilisés en fonction de leur état d'avancement. La même approche est retenue pour le calcul du I/V élargi. Toutefois, exclure les projets situés en amont de l'étude détaillée, tel que ceux situés en étude de faisabilité ; c'est se priver de projets potentiels d'ores et déjà identifiés. Il conviendrait, dans la détermination du I/V élargi de rajouter des jalons transcrivant la réalité du développement d'un projet, à savoir, à minima :

- étude de faisabilité ;
- autorisation d'urbanisme déposée ;

Q2 : Êtes-vous favorable à la méthodologie d'implication des acteurs locaux proposée par la CRE ?

En préambule, rappelons que les réseaux de gaz créés pour permettre aux projets de méthanisation l'injection du gaz produit, dans le cadre du présent droit à l'injection, reviendront *in fine* en propriété aux collectivités et/ou AODE.

Il n'est pas exclu, en fonction des besoins du territoire, **qu'à terme**, une délégation de service public soit mise en œuvre pour desservir des consommateurs, sur le tronçon d'une canalisation qui aura été construite dans le cadre du droit à l'injection.

Les GRD et GRT doivent établir **différents schémas de raccordement possibles et déterminer le raccordement le plus pertinent pour la collectivité** (d'un point de vue économique). Il conviendrait qu'une présentation de ces scénarios soit prévue auprès des AODE de façon **à les concerter** dans un esprit de co-construction et **non pas seulement dans une logique de consultation**. Confronter le scénario optimal des GRD/ GRT et celui émanant de l'AODE qui pourrait identifier un tracé légèrement différent eu égard à l'anticipation de zones à desservir en gaz, permettrait un chiffrage par les GRD/GRT de ce scénario tiers. **Le surcoût potentiel qu'il engendrerait pourrait être assuré par des tiers, en ce compris l'AODE.**

Parce qu'anticiper des développements sur le territoire local, nous semble être une action de responsabilité, l'obtention d'un chiffrage sur un scénario proposé par la collectivité pourrait, si ce scénario est retenu, aboutir à une gestion optimale des deniers publics.

**Le rôle de l'AODE ne doit pas être relégué à une simple consultation par les GRD/GRT sur le seul potentiel de production de biogaz sur la zone préétablie. La concertation entre ces acteurs devrait permettre d'élargir le champ des possibilités de raccordements envisagées, au surplus si ces derniers n'entravent pas le financement prévu dans le cadre du droit à l'injection. Les éventuels surcoûts pouvant être couverts, le cas échéant, par des tiers.**

Q3 : Êtes-vous favorable au format de livrable proposée par la CRE ? Estimez-vous que celui-ci apporte la visibilité nécessaire à la filière ? Partagez-vous le code couleur retenu ?

Il semble que la logique retenue sur la cartographie envisagée fasse ressortir le code couleur allant du plus foncé au plus clair. Si tel est bien le cas, il conviendrait d'invertir les deux couleurs vertes. En effet le vert clair apparaît comme une zone légèrement moins favorable au vert foncé. Cela peut faire naître une ambiguïté dans la lecture. Nous pensons que le vert clair devrait correspondre à la situation la plus favorable.

Q4 : Êtes-vous favorable au calendrier de mise en place, aux modalités et à la fréquence d'actualisation du dispositif de zonage de raccordement ?

Tel que rédigée dans la consultation, l'actualisation du critère I/V décret et élargi ne tient pas compte des projets ayant abouti et des investissements réalisés. Ces projets sont donc exclus du calcul. Cette approche nous semble trop restrictive. En effet, même si les projets sont réalisés, il n'en demeure pas moins qu'ils absorbent de la capacité sur le réseau, et doivent, dès lors, être pris en compte pour évaluer les coûts de renforcement à prévoir par rapport à l'existant.

Il nous apparaît pertinent de maintenir ces projets dans l'évaluation du volume de gaz injecté sur la zone.

Q5 : Êtes-vous favorable aux modalités de validation des investissements de renforcement envisagés par la CRE ?

Q6 : Êtes-vous favorable aux modalités de déclenchement des investissements de renforcement proposés par la CRE ?

Les délais de décisions détaillées dans la consultation, ont lieu tous les semestres (soit 2 fois par an), ce qui nous semble incompatible avec le calendrier des porteurs de projets qui doivent développer leur projet de méthanisation dans des conditions économiques floues sur le volet raccordement.

De manière plus générale, l'ensemble des dispositifs relatifs au droit à l'injection font naître des incertitudes pour les porteurs de projets sur les solutions de raccordement qui leur seront appliquées, d'autant que les projets sont dépendant les uns les autres pour qu'une solution de raccordement aboutisse. Ils doivent donc assumer financièrement cette période d'incertitude en continuant à développer leur projet et en prenant le risque qu'une solution à prix acceptable leur sera proposée pour le raccordement de leur unité.

Cette prise de risque ne doit pas être accentuée par un calendrier procédural qui fixerait à 2 fois par an, les opportunités aux GRD/GRT de présenter les projets d'infrastructures envisagées.

Plus largement, le seul critère économique retenu pour déclencher les investissements interroge sur les territoires qui seront retenus. En effet, il est à craindre une sélection des territoires

majoritairement couverts par des infrastructures gazières, au détriment des campagnes et territoires ruraux peu desservis en gaz naturel. Quand bien même il est tout à fait cohérent de considérer que sur certaines zones, le bon sens aboutira au choix d'une valorisation du gaz par cogénération eu égard aux coûts engendrés pour la collectivité, il n'en demeure pas moins que l'approche du seul critère économique peut faire naître une concurrence des territoires à l'heure où la méthanisation (injection) peut pourtant représenter une chance en matière d'attractivité territoriale.

Q11 : Les modalités de calcul et le niveau du timbre d'injection envisagé à ce stade vous semblent-ils pertinents ?

Q12 : Les modalités de calcul et le niveau du timbre d'injection envisagé à ce stade vous semblent-ils pertinents ?

L'application d'un timbre d'injection nous semble pertinente, sur le principe. Toutefois la filière méthanisation est une filière jeune qui tente de grandir dans un contexte où de nombreux signaux négatifs forment un voile d'incertitude réglementaire pouvant mettre à mal certains projets.

L'application, en l'état, d'un timbre d'injection risque d'augmenter les charges d'exploitations des unités de méthanisation de manière substantielle. En sus des surcoûts auxquels les méthanisations agricoles (via effluents d'élevages) sont confrontées, ces dernières pourront avoir à faire face à des coûts de raccordement pouvant être très importants eu égard à leur positionnement au plus près des zones d'élevage, souvent éloignées des infrastructures gazières. Ces caractéristiques doivent être intégrées dans l'approche budgétaire envisagée. L'application, au surplus, d'un timbre d'injection, dès maintenant, nous semble prématuré ; les agriculteurs, porteurs de projets, devant d'ores et déjà faire face aux embûches financières, sociales et juridiques auxquels sont confrontés leurs projets.

∞

Enfin, et manière générale, nous soulignons et remercions la rapidité d'action de la CRE sur cette consultation. Le sujet du droit à l'injection est structurant pour les projets mayennais. Il est donc primordial que les porteurs de projets aient une visibilité claire des modalités techniques et économiques des coûts de raccordement qui s'appliqueront à leurs projets.

La mise en place de ce nouveau « *Droit à l'injection* » pose les règles juridiques qui encadreront les raccordements des unités de méthanisation dans le cadre du décret n°2019-665 du 28 juin 2019. Nous alertons toutefois sur le fait que si ce droit est trop restrictif, le risque est de voir se former une concurrence entre (1) des territoires hétérogènes en infrastructure gazière et (2) des unités de méthanisation non semblables en matière d'intrants, ce qui ne serait pas souhaitable.

Tels sont les principaux éléments de réflexions dont nous souhaitons vous faire part.

Le Président

N. BOUVET